

**Ministère des Finances Canada**

Canada

La revue financière Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2018 : excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars

Le mois de février 2018 s'est soldé par un excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,3 milliard en février 2017. Les revenus ont augmenté de 2,4 milliards (9,3 %), sous l'effet de la croissance de toutes les principales sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,9 milliard (3,8 %), en raison surtout de la hausse des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 22 millions de dollars.

D'avril 2017 à février 2018 : déficit budgétaire de 5,6 milliards de dollars

Pour la période d'avril à février de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 5,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 11,5 milliards pour la même période de l'exercice 2016-2017. Les revenus ont augmenté de 14,1 milliards (5,3 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus, qui a été partiellement neutralisée par la baisse des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 8,3 milliards (3,3 %), en raison de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (0,7 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Février 2018

Le mois de février 2018 s'est soldé par un excédent budgétaire de 2,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,3 milliard en février 2017.

En février 2018, les revenus se sont chiffrés à 28,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 2,4 milliards (9,3 %) comparativement à février 2017.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (9,9 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (14,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (21,6 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (5,5 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 0,2 milliard (7,0 %), les rentrées au titre des autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard, les taxes sur l'énergie ont enregistré une hausse de 15 millions, tandis que les droits de douane à l'importation ont diminué de 45 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (12,3 %).

Les charges de programmes ont totalisé 24,2 milliards de dollars en février 2018, soit une hausse de 0,9 milliard (3,8 %) comparativement à février 2017.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (4,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont baissé de 0,1 milliard (6,8 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 34 millions (1,7 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,2 %).
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (7,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - les paiements de transfert ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (22,6 %), principalement en raison d'une augmentation de la somme des transferts aux Premières Nations;
 - les autres charges de programmes directes ont diminué de 2 millions de dollars (0,0 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 22 millions de dollars (1,3 %).

D'avril 2017 à février 2018

La période d'avril à février de l'exercice 2017-2018 s'est soldée par un déficit budgétaire de 5,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 11,5 milliards pour la même période de 2016-2017.

Les revenus ont augmenté de 14,1 milliards de dollars (5,3 %), pour atteindre 279,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 7,7 milliards de dollars (6,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 3,8 milliards de dollars (9,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (11,8 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,7 milliards de dollars (5,6 %) de plus. Les rentrées de TPS ont augmenté de 2,3 milliards (7,2 %). Les taxes sur l'énergie et les autres taxes et droits d'accise ont tous deux enregistré une hausse de 0,2 milliard, tandis que les droits de douane à l'importation ont augmenté de 11 millions.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,5 milliard de dollars (7,7 %), en raison de la réduction du taux de cotisation résultant du mécanisme d'établissement du taux d'équilibre sur sept ans entré en vigueur en 2017.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,3 %).

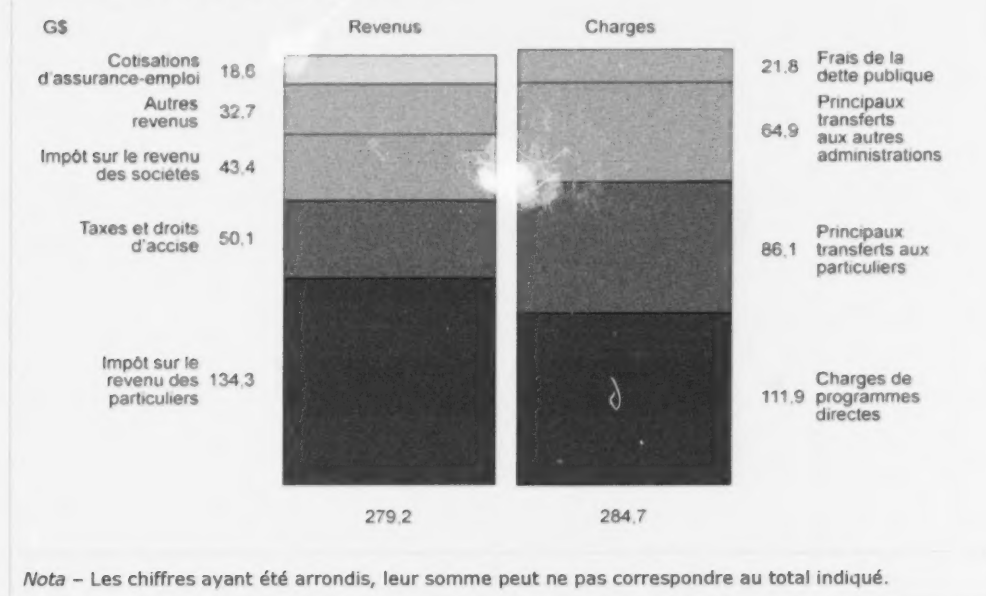
Les charges de programmes ont totalisé 262,9 milliards de dollars pour la période d'avril à février de l'exercice 2017-2018, soit une hausse de 8,3 milliards de dollars (3,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,9 milliards de dollars (3,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,4 milliards (5,4 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 milliard (4,5 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,4 milliard (6,9 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (3,1 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ainsi que des paiements effectués au titre des nouveaux transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (3,2 %). Parmi les charges de programmes directes :

- les paiements de transfert ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (1,2 %);
- les autres charges de programmes directes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (4,1 %); cela s'explique en grande partie par la hausse des charges de fonctionnement de la Défense nationale et des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (0,7 %), principalement en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2017 à février 2018)



Besoins financiers de 12,1 milliards de dollars d'avril 2017 à février 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 5,6 milliards de dollars et des besoins financiers de 6,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2017 à février 2018 s'est soldée par des besoins financiers de 12,1 milliards, comparativement à des besoins financiers de 21,2 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 19,5 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 12,1 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 7,4 milliards en augmentant la dette non échue de 19,5 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de février 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 44,3 milliards de dollars, soit 0,3 milliard de plus qu'à la fin de février 2017.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M\$

	Février		Avril à février	
	2017	2018	2016-2017	2017-2018
Opérations budgétaires				
Revenus	26 271	28 716	265 116	279 167
Charges				
Charges de programmes	-23 283	-24 173	-254 572	-262 879
Frais de la dette publique	-1 695	-1 717	-22 002	-21 845
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 293	2 826	-11 458	-5 557
Opérations non budgétaires	-3 048	-9 383	-9 704	-6 519
Ressources ou besoins financiers	-1 755	-6 557	-21 162	-12 076
Variation nette dans les activités de financement	120	5 173	27 273	19 460
Variation nette dans l'encaisse	-1 635	-1 384	6 111	7 384
Encaisse à la fin de la période			43 956	44 285

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Février			Avril à février		
	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Variation (%)	2016-2017 (M\$)	2017-2018 (M\$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 522	11 568	9,9	126 596	134 304	6,1
Impôt sur le revenu des sociétés	6 930	7 914	14,2	39 564	43 412	9,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	804	630	-21,6	6 704	7 494	11,8
Total des impôts sur le revenu	18 256	20 112	10,2	172 864	185 210	7,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 313	2 476	7,0	32 069	34 381	7,2
Taxes sur l'énergie	439	454	3,4	5 136	5 295	3,1
Droits de douane à l'importation	475	430	-9,5	4 992	5 003	0,2
Autres taxes et droits d'accise	316	378	19,6	5 279	5 466	3,5
Total des taxes et droits d'accise	3 543	3 738	5,5	47 476	50 145	5,6
Total des revenus fiscaux	21 799	23 850	9,4	220 340	235 355	6,8
Cotisations d'assurance-emploi	2 431	2 573	5,8	20 114	18 572	-7,7
Autres revenus	2 041	2 293	12,3	24 662	25 240	2,3
Total des revenus	26 271	28 716	9,3	265 116	279 167	5,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Février			Avril à février		
	2017 (M\$)	2018 (M\$)	Variation (%)	2016- 2017 (M\$)	2017- 2018 (M\$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	4 129	4 314	4,5	44 053	46 439	5,4
Prestations d'assurance-emploi	1 940	1 808	-6,8	19 051	18 189	-4,5
Prestations pour enfants	1 948	1 982	1,7	20 075	21 467	6,9
Total	8 017	8 104	1,1	83 179	86 095	3,5
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	3 006	3 096	3,0	33 062	34 054	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 112	1 146	3,1	12 236	12 603	3,0
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	300	s.o.
Total	4 118	4 242	3,0	45 298	46 957	3,7
Accords fiscaux et autres transferts	1 731	1 772	2,4	19 821	20 206	1,9
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	2 064	2 072	0,4
Abattement d'impôt du Québec	-249	-291	16,9	-4 229	-4 350	2,9
Total	5 600	5 723	2,2	62 954	64 885	3,1
Charges de programmes directes						
Paielements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	154	9	-94,2	1 202	764	-36,4
Emploi et Développement social Canada	574	701	22,1	6 474	7 066	9,1
Affaires mondiales Canada	273	297	8,8	3 105	3 345	7,7
Santé Canada	109	149	36,7	2 823	3 094	9,6
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	638	1 472	130,7	7 549	8 204	8,7
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	498	338	-32,1	3 095	3 456	11,7
Autres	778	740	-4,9	9 889	8 614	-12,9

Total	3 024	3 706	22,6	34 137	34 543	1,2
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État consolidées	715	350	-51,0	8 414	8 329	-1,0
Défense nationale	1 984	2 231	12,4	21 792	23 817	9,3
Tous les autres ministères et organismes	3 943	4 059	2,9	44 096	45 210	2,5
Total des autres charges de programmes directes	6 642	6 640	0,0	74 302	77 356	4,1
Total des charges de programmes directes	9 666	10 346	7,0	108 439	111 899	3,2
Total des charges de programmes	23 283	24 173	3,8	254 572	262 879	3,3
Frais de la dette publique	1 695	1 717	1,3	22 002	21 845	-0,7
Total des charges	24 978	25 890	3,7	276 574	284 724	2,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M\$

	Février		Avril à février	
	2017	2018	2016-2017	2017-2018
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 293	2 826	-11 458	-5 557
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-484	-466	-3 984	-2 514
Autres activités d'investissement	-572	-834	-8 115	-3 978
Régimes de retraite et autres passifs	294	793	6 773	5 720
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-4 509	-5 082	-3 363	-5 120
Opérations de change	1 856	-4 130	-4 403	-2 292
Amortissement des immobilisations corporelles	367	336	3 388	1 665
Total des autres activités	-2 286	-8 876	-4 378	-5 747
Total des opérations non budgétaires	-3 048	-9 383	-9 704	-6 519
Ressources ou besoins financiers	-1 755	-6 557	-21 162	-12 076

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M\$

	Février		Avril à février	
	2017	2018	2016-2017	2017-2018
Ressources ou besoins financiers	-1 755	-6 557	-21 162	-12 076
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	201	-472	33 941	42 612
Bons du Trésor	3 300	2 300	-1 600	-21 800
Titres au détail	-26	-78	-520	-1 882
Total	3 475	1 750	31 821	18 930
Emprunts en devises	-4 294	869	-3 763	2 773
Total	-819	2 619	28 058	21 703
Réévaluation de swaps de devises	1 070	2 756	-966	-417
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-113	-176	478	-1 758
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-18	-26	-297	-68
Variation nette dans les activités de financement	120	5 173	27 273	19 460
Variation dans l'encaisse	-1 635	-1 384	6 111	7 384

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M\$

	31 mars 2017	28 février 2018	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	132 519	155 291	22 772
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	536 280	578 892	42 612
Bons du Trésor	136 700	114 900	-21 800
Titres au détail	4 533	2 651	-1 882
Total partiel	677 513	696 443	18 930
Payable en devises	17 609	20 382	2 773
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 764	7 347	-417
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 322	3 564	-1 758
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 425	5 357	-68
Total de la dette non échue	713 633	733 093	19 460
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 806	151 149	-657
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	93 568	99 833	6 265
Autres passifs	5 689	5 801	112
Total des régimes de retraite et autres passifs	251 063	256 783	5 720
Total de la dette portant intérêt	964 696	989 876	25 180
Total des passifs	1 097 215	1 145 167	47 952
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	158 055	193 331	35 276

Comptes d'opérations de change	98 797	101 089	2 292
Prêts, placements et avances (nets des provisions) ¹	124 006	127 635	3 629
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 900	1 900	0
Total des actifs financiers	382 758	423 955	41 197
Dettes nettes	714 457	721 212	6 755
Actifs non financiers	82 558	83 407	849
Dettes fédérales (déficit accumulé)	631 899	637 805	5 906

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 28 février 2018 inclut des pertes de 0,3 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2017 à février 2018.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Avril 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF

ISSN : 1487-0134